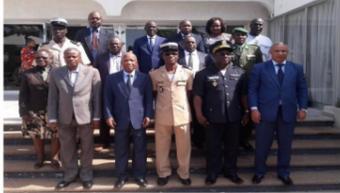


EN PRÉLUDE À LA 3E RÉUNION DES MINISTRES DE LA SÉCURITÉ ET DES FRONTIÈRES DU CONSEIL DE L'ENTENTE :



Le Comité des experts

Le Comité des experts a démarré les travaux préparatoires hier

Page 5

GRAND HOMMAGE À ABETI MASIKINI

LE 28 AVRIL PROCHAIN :

Quand Yolanda fait revivre les vieilles gloires de la diva congolaise



La table lors de la conférence de presse

Page 7

Le DIALOGUE

N°094 du 18 Avril 2018

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC

Prix : 250FCA

LA CRISE TOGOLAISE ET LES RECOMMANDATIONS DE LA CEDEAO :

L'opposition mise dans l'embarras



D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO

LOMÉ, 14 AVRIL 2018

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue à Lomé



La Coalition des 14 dans l'embarras

TENTATIVE DE SABOTAGE DU SOMMET DE LA CEDEAO À LOMÉ PAR LE G14 :

L'OPPOSITION A-T-ELLE RÉELLEMENT ENVIE DE DIALOGUER ?

Page 4



RÉUSSITE DU SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA CEDEAO À LOMÉ :

Faure Gnassingbé a gagné le pari



Photo de famille des Chefs d'Etat et de gouvernement présents à Lomé

Page 3

SANTÉ :

Au-delà de cinq verres d'alcool par semaine, votre espérance de vie se réduit



Quarantenaire buvant du vin, à Saint-Emilion, le 10 avril 2018

Page 7

Annonce



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lomé, le 03 Avril 2018 -TOGO CELLULAIRE effectue depuis le début de l'année 2018 des travaux de modernisation de son réseau dans l'optique de fournir un service de qualité.

Cette modernisation vise essentiellement à offrir une meilleure couverture et une meilleure qualité du service internet mobile grâce à une extension et une densification du réseau **2G/3G/3G+** sur l'ensemble du territoire national.

Elle consiste à inscrire durablement le réseau mobile dans une nouvelle génération plus fluide d'accès aux services.

TOGO CELLULAIRE informe son aimable clientèle que ces travaux en cours génèrent des perturbations sur les communications voix et data.

TOGO CELLULAIRE présente à l'avance ses excuses à sa clientèle et rassure que tout sera mis en œuvre pour limiter les désagréments.

LA DIRECTION GENERALE

Pour obtenir plus d'informations : Appelez le 888

Page Facebook: [www.facebook.com / Togocel](http://www.facebook.com/Togocel); Site web: www.togocel.tg



RÉUSSITE DU SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA CEDEAO À LOMÉ :

Faure Gnassingbé a gagné le pari

Le sommet extraordinaire de la CEDEAO a eu lieu à Lomé le samedi 14 Mai dernier sous la présidence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de l'organisation sous régionale. Au total, 11 chefs d'Etat de la sous-région ont pris part à ce sommet consacré à la crise Bissau guinéenne. On remarquait également la présence du Vice-président du Nigéria, Dr Yémi Osibanjo, la Vice-Présidente de la Gambie, le ministre de l'intégration du Cap Vert et du ministre ghanéen de la sécurité Albert Kan-Dapaah.

Dans son mot d'ouverture, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, Président en exercice de la CEDEAO, s'est félicité de la tenue de cette session qui s'inscrit dans la dynamique de l'institution sous régionale d'anticiper et de trouver des issues favorables pour garantir la stabilité dans les pays membres. La situation qui prévaut en Guinée Bissau préoccupe tant la conférence des Chefs d'Etat de cette institution. C'est pourquoi, Faure Gnassingbé a réitéré la disponibilité de la CEDEAO à accompagner ce pays. " Nos frères bissau-guinéens peuvent compter sur notre présence attentive à leurs côtés jusqu'à ce qu'ils parviennent à une solution concertée pour aider le pays



Le Président Faure Gnassingbé (dt) et son homologue libérien (g), Georges Weah

à renforcer ses institutions " a déclaré le Président de la République.

Il a ensuite invité les pays membres à s'engager davantage en vue de réussir le pari de la paix et de la stabilité au sein de la CEDEAO dont l'objectif est l'intégration et la croissance économique.

A l'issue du sommet, un communiqué final a été lu par le chef de la diplomatie togolaise, le Prof Robert Dussey. Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont pris des décisions non des moindres, surtout l'engagement du Président bissau-guinéen de nommer un premier ministre de consensus en la personne de Aristide Gomez. Il est également demandé la tenue des élections législatives en Guinée Bissau. La conférence des Chefs d'Etat a pris également note de la décision des acteurs politiques de l'ouverture prochaine des travaux du parlement. Sur ce, ils ont décidé de proroger le mandat de la mission de la

CEDEAO dans ce pays jusqu'au 30 juin 2018. Cette mission aura la responsabilité de rapprocher les positions des acteurs de la crise dans ce pays afin de parvenir à un consensus.

Pour une sortie définitive de crise, il a été aussi recommandé au PAIGC et au PSR, les deux plus grands partis politiques de ce pays de poursuivre le dialogue avec



Le Président Faure entouré de ses homologues Alassane Ouattara (g) et Macky Sall (dt)

lieu le 18 novembre prochain.

Les Chefs d'Etat de l'institution sous régionale ont félicité le président Faure Gnassingbé pour ses efforts dans la résolution de la crise bissau-guinéenne.

Pour ce qui concerne la situation qui prévaut au Togo, la conférence s'est félicitée de la contribution du président Ghanéen en vue de la résolution paci-

constitutionnelles, dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et de l'Etat de droit ". Les chefs d'Etat de cette institution ont salué les efforts et les initiatives déployées en vue de la résolution des tensions politiques en terre togolaise ces derniers mois.

Au demeurant, cette rencontre de grande envergure entre les chefs d'Etat de la



La table à l'ouverture des travaux du Sommet

la tenue des élections législatives qui pourront avoir

lieu le 18 novembre prochain. Les tensions sociopolitiques. La conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement ont invité les acteurs politiques et la société civile à s'abstenir de tout acte de violence et tout agissement susceptibles de menacer la paix et la stabilité.

Les présidents Nana Akufo-Addo Dankwa et Alpha Condé ont été désignés facilitateurs de la CEDEAO pour le Togo. Il a été à cet égard demandé aux deux Chefs d'Etat désignés " d'intensifier les efforts pour aider le gouvernement et les acteurs politiques dans la réalisation des réformes

sous-région a été une brillante réussite. Nombreux sont ces Togolais qui ont pronostiqué l'échec de ce sommet. Mais avec l'engagement et la détermination du gouvernement togolais sous l'autorité avisée du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, tout s'est déroulé comme sur des roulettes. C'est un pari gagné par Faure Gnassingbé, président en exercice de la CEDEAO. C'est aussi, la diplomatie togolaise qui a été reconnue à leur juste valeur. En somme, l'image du Togo a été rehaussée.

Le Dialogue



Photo de famille des Chefs d'Etat et de gouvernement présents à Lomé

Politique

TENTATIVE DE SABOTAGE DU SOMMET DE LA CEDEAO À LOMÉ PAR LE G14 : L'opposition a-t-elle réellement envie de dialoguer ?

L'opposition togolaise regroupée au sein du G14 est à la croisée des chemins. Face à la donne politique actuelle, elle ne sait plus où mettre de la tête. C'est à croire qu'elle est dans l'usure totale. Après avoir tenté deux jours de reprendre la rue malgré l'interdiction des marches, le G14 a voulu défier l'autorité en sabotant le sommet extraordinaire de la CEDEAO qui se tenait à Lomé samedi dernier.



Jean-Pierre Fabre



Brigitte Adjamagbo-Johnson



Me Paul Dodzi Apévon



Nicodème Habia

Le manège préparé par la coalition des 14 était de faire feu de tout bois, descendre dans la rue ce samedi pour bâcler ce sommet. Les leaders de la coalition ont pensé envoyer un signal fort aux Chefs d'Etat de la sous-région présents à Lomé comme pour dire que le pays est instable et accuser le pouvoir à tort.

Cette stratégie n'a pas marché grâce à la lucidité des autorités togolaises qui ont compris l'entêtement du G14. L'opposition avait peaufiné un plan qui consistait à saper les efforts du gouvernement au moment où le sommet se tenait dans la capitale.

Dans un Etat démocratique comme le nôtre, lorsqu'une manifestation publique est interdite, le gouvernement, dans son rôle régalien doit

prendre des mesures pour assurer la sécurité des personnes et des biens. C'est ce qui a été logiquement fait avec la dispersion des foules récalcitrantes par les forces de l'ordre. Défier l'autorité en dépit de l'interdiction d'une marche est une désobéissance civique.

Dans ce cas d'espèce, l'autorité ne pouvait aucunement accepter une quelconque manifestation à partir du moment où elle est interdite. C'est ce qui justifie les échauffourées entre les forces de l'ordre et les manifestants les 11, 12 et 14 Avril derniers à Lomé comme dans certaines villes du pays où il y a eu des attroupements.

Dans le code de bonne conduite conçu par le dialogue il a été demandé aux deux parties de respecter les engagements pris.

De prime abord, l'opposition

a violé les engagements en demandant à ses militants de prendre la rue. Le pouvoir en légaliste avait en amont envoyé un courrier à la coalition pour lui signifier qu'il ne saurait se rendre complice de la violation des engagements pris devant le facilitateur Ghanéen Nana Akoufo-Addo.

Dans bien des cas, le G14 fonde son argument de reconduction des manifs de rue, par le fait que, le gouvernement se serait mis dans une posture de continuer le processus électoral. Or, à ce que nous sachions, aucun processus électoral n'est en cours parlant de la révision des listes électorales. Le gouvernement, de commun accord avec la CENI, a pu obtenir l'arrêt du processus électoral. Il est donc superfétatoire que la coalition ait foulé aux pieds les règles pour se faire entendre.

L'objectif de la résurgence des manifestations du G14 à Lomé le samedi était de franchir les zones interdites et mettre le sommet à mal en espérant que la CEDEAO lui vienne en aide. Malgré le bruit entretenu par la coalition, le sommet de la CEDEAO a été une brillante réussite avec plus de 11 Chefs d'Etat qui ont pris une part active.

Le G14 feigne ignorer une assertion qui est pourtant claire. Une bonne lecture de la situation politique au Togo laisse croire que, quelques soient les circonstances, les manifestations de rue ne feront plier le pouvoir. Ce qui suppose que seul le dialogue peut sortir le Togo de cette crise. Si, l'opposition après avoir pris des engagements ne veut plus du dialogue, il convient de le faire savoir au facilitateur.

La tentative du G14 de saboter le sommet prouve à suffisance qu'il a perdu ses repères au point qu'il faut vouer tout à l'échec. On se demande légitimement si la coalition des 14 a réellement envie de dialoguer ? Faut-il siffler la fin du dialogue et s'en tenir à la rue ? Certes, la politique, c'est aussi le rapport de force. Mais à l'allure où vont les choses, ce rapport de force ne résoudra pas les problèmes auxquels le pays est confronté. Le bon sens étant la chose du monde la mieux partagée, ici, seuls les négociations de couloir et le consensus entre les deux parties permettront d'aboutir à un compromis politique.

D'ailleurs, à l'issue du sommet, la conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO a réitéré sa confiance aux Présidents Nana Akufo-Addo Dankwa du Ghana et Alpha Condé de la Guinée Conakry en les encourageant d'intensifier les efforts pour aider le gouvernement et les acteurs politiques dans la réalisation des réformes constitutionnelles, dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et de l'Etat de droit.

Au regard de cette décision, il est clair que la CEDEAO privilégie les voies légales que les manifestations politiques qui ne donneraient rien si ce n'est contribuer à exacerber la crise.

Au demeurant, le G14 doit savoir raison gardée, descendre de son piédestal et reprendre le chemin du dialogue. En restant dans leur posture de retourner à la rue pour réclamer la même rengaine, la coalition des 14 a foulé aux pieds les soubassements du dialogue. Mais il n'est pas tard de se ressaisir en revenant sur des meilleurs sentiments. Mieux, les leaders de l'opposition feront mieux de dire clairement au facilitateur qu'ils n'ont plus envie de discuter. On ne le dira jamais assez ; la rue demeure une expression de la démocratie.

En revanche, vus les contingences politiques, il est préférable de se remettre en cause et de respecter les engagements pris au nom de l'intérêt supérieur de la nation.

KADI

LA CRISE TOGOLAISE ET LES RECOMMANDATIONS DE LA CEDEAO :

L'opposition mise dans l'embarras

Peu avant la dernière session extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est tenue à Lomé le 14 avril dernier, beaucoup étaient ceux qui se disaient que le dialogue ouvert le 15 février dernier n'a plus d'avenir. Pour ceux-là, il ne restait qu'à déclarer la fin du dialogue pour confirmer le constat. Ceci était la principale raison que brandissait le groupe des 14 partis politiques de l'opposition pour renouer avec les marches.

Jusqu'à la dernière rencontre autour de la table de discussion en présence du facilitateur, les lignes n'ont apparemment pas bougé. Les esprits depuis ce jour commencent peu à peu à perdre espoir. On se souvient qu'à l'issue de cette dernière rencontre, le facilitateur ghanéen a recommandé à l'opposition et au parti au pouvoir de bien réfléchir afin que chacune des deux parties

puisse faire des concessions à la prochaine rencontre dont la date reste toujours inconnue.

Mais au vu des positions des deux camps diamétralement opposées, chacun se posait la question de savoir par quelle alchimie il faudra parvenir à un consensus. Pour les uns, il ne restait qu'à déclarer la fin du dialogue et pour d'autres, il était encore possible d'espérer.

Les attentes ont été encore plus déçues lorsqu'on apprend que la session extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO de ce samedi, 14 avril se consacre à la crise politique en Guinée Bissau sans que le cas du Togo ne soit mentionné à l'ordre du jour.

Mais à l'issue des travaux de cette session extraordinaire, tout le monde a pu constater que la question de la crise togolaise a été bien discutée par les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

En effet, dans son communiqué final, la CEDEAO à travers la conférence des

Suite à la page 6

Le DIALOGUE

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédaction :
Kadi,
Appolinaire,
Junior AGBÉ

Imprimerie :
Direct Sprint.
Tirage :
1.500 exemplaires

Actualité

EN PRÉLUDE À LA 3^E RÉUNION DES MINISTRES DE LA SÉCURITÉ ET DES FRONTIÈRES DU CONSEIL DE L'ENTENTE :

Le Comité des experts a démarré les travaux préparatoires hier

Aujourd'hui la menace terroriste devient un phénomène planétaire qui n'épargne pas les pays du Conseil de l'Entente. Prenant à bras le corps cette situation qui met mal à l'aise les populations et qui est objet d'insécurité sur tous les plans, les autorités en charge de la sécurité ont mis en place un mécanisme de renseignement qui leur permettrait de lutter contre ce fléau. Pour mieux renforcer ce mécanisme, les membres du comité des experts ont ouvert hier mardi 16 avril 2018 les travaux annonçant la troisième réunion annuelle des ministres en charge de la Sécurité et des Frontières du Conseil de l'Entente.

L'objectif c'est d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations de la deuxième réunion des ministres en charge de la sécurité des Etats membres du Conseil



La table

tenu en novembre 2017. On notait la présence du secrétaire exécutif, des directeurs généraux de la police et de la gendarmerie ainsi que des experts et consultants." Le mécanisme de renseignement au sein du Conseil de l'Entente " est le thème retenu pour l'ouverture des travaux. Un thème qui n'est pas choisi au hasard mais qui montre l'engagement et la détermination des ministres en charge de la sécurité et des frontières du Conseil de l'Entente à l'heure où la mena-

ce terroriste devient un phénomène planétaire.

Face à cet état de chose, des réformes importantes ont été élaborées dans les années 1973 et 2011 au vue de l'évolution de la situation politique, sociale et sécuritaire. De nos jours ces différentes réformes ont permis au Conseil de l'Entente de faire des mutations afin de s'adapter au nouvel environnement dans la perspective d'adresser des réponses adéquates aux préoccupations de l'heure. Préoccupations qui prennent



Photo de famille des participants

en compte les nouvelles formes de criminalité qui sont la recrudescence de la criminalité transfrontalière, les trafics de tous genres à l'intérieur des Etats et sur les frontières, l'immigration clandestine etc...

Ce qui montre que malgré les efforts qui ont été consentis au niveau des pays, l'espace enregistre une tendance négative de son volet sécurité et état de droit au cours de ces dernières décennies avec une baisse de moins de 2,8 points

en dix ans.

Cette situation fait appel à un renforcement des capacités techniques et opérationnelles des forces de défense et de sécurité des Etats du Conseil de l'Entente.

Signalons que ces travaux de trois jours vont se poursuivre jusqu'au vendredi avec la rencontre de tous les ministres en charge de la Sécurité et des Frontières du Conseil de l'Entente.

Elom

CRISE SOCIOPOLITIQUE AU TOGO :

LE GROUPE DES CENTRISTES PROPOSE DES PISTES DE SOLUTIONS

La crise sociopolitique togolaise connaît un durcissement des extrêmes depuis la semaine dernière. C'est dans ce contexte que la Convergence Patriotique Panafricaine (CPP), le Parti Démocratique Panafricain (NDP) et le Nouvel Engagement Togolais (NET), 3 partis politiques de l'opposition regroupés au sein d'un mouvement informel se réclamant du courant centriste, a présenté au cours d'une conférence de presse le vendredi dernier son analyse de la situation politique, ainsi qu'un mémorandum à la classe politique.

Pour ce nouveau regroupement de partis politiques, la coalition des 14 partis politiques de l'opposition exige le retour à la constitution de 92, avec pour conséquence le départ immédiat du président Faure Gnassingbé, et



La table d'honneur lors de la rencontre avec la presse

la majorité gouvernementale demande quant à elle la tenue d'un referendum pour valider les trois articles de la constitution actuelle, amendés par ses députés à l'assemblée nationale. Deux position tranchées et inconciliables. Et seul, un dialogue dans un esprit consensuel et patriotique peut solutionner la crise politique actuelle.

" Que ce soit en passant

par une nouvelle constitution ou par une révision en profondeur de l'actuelle constitution, à travers un vote à l'Assemblée nationale par le biais d'un référendum, il faut absolument procéder à une révision constitutionnelle en 2018 ", retient-on de la déclaration de ce regroupement des centristes lue par Innocent Kagbara, cadre du PDP. Trois recommandations ressortent de leur mémoran-

dum.

D'abord, une nouvelle constitution, conservant les fondamentaux de la constitution originelle de 1992 mais actualisée par les apports de tous les corps constitués et particulièrement ceux des travaux de l'atelier organisé par le HCRRUN sur les réformes politiques ; ensuite, le règlement de la question de la candidature ou non de Faure Gnassingbé aux pro-

chaines élections présidentielles, dans un accord politique séparé des questions de réformes constitutionnelles et du cadre électoral ; et l'amélioration du cadre électoral avec pour socle, le vote des Togolais de la diaspora, une révision raisonnée du découpage électoral, l'élaboration responsable d'un nouveau fichier électoral, la recomposition éventuelle de la CENI et de la Cour Constitutionnelle, pour un processus électoral apaisé, transparent, crédible et consensuel.

Pour finir, les centristes notamment le Nouvel Engagement Togolais (NET) de Gerry Taama, la Convergence Démocratique Panafricaine de Francis Ekon et le Parti démocratique panafricain de Bassabi Kagbara, condamnent les agressions de certains leaders de l'opposition.

Max

Actualité

OUTILS DU PROGRAMME DE COMPARAISON INTERNATIONALE/AFRIQUE :

18 CADRES FORMÉS À LOMÉ

Lomé a accueilli du 11 au 13 avril dernier à l'hôtel Eda Oba, un atelier de mise à niveau de 18 cadres de Pays Membres Régionaux (PMR) sur les outils du Programme de Comparaison Internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique), cycle 2017. Cet atelier de formation des formateurs est financé et organisé par la Banque Africaine de Développement (BAD), en collaboration avec l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT).



Photo de famille des participants

dent un renforcement des capacités avant la phase de collecte pour les nouveaux cadres en charge des opérations du PCI.

" Nous voudrions qu'au sortir de cet atelier vous soyez à même de lancer les activités du PCI pour ceux qui n'ont pas commencé ou redresser

les erreurs commises dans les enquêtes en cours ", a déclaré M. Lawson Fessou Emessan, représentant du Directeur général d'AFRISTAT, remerciant l'INSEED-Togo pour son assistance technique et logistique.

Concrètement, les participants ont été outillés par les experts d'AFRISTAT et de la BAD, aux méthodes de décomposition du PIB en 155 positions élémentaires et du remplissage du MORES, sur le processus complet des enquêtes en prix et des enquêtes spécifiques en comptabili-

té nationale (rémunération des salariés du public, éducation privée, volume et loyer de logements) dans les pays en question. Ce qui leur a permis d'améliorer leur niveau de compréhension des outils de validation des données du PCI (saisie, CountryData, Semper, InputQT).

LE PCI est une initiative statistique mondiale créée en 1979 dans le but de produire des niveaux de prix de dépenses internationalement comparables.

La Rédaction

L'objectif poursuivi est de renforcer les capacités des experts prix et comptables nationaux des services des comptes nationaux et des prix des Instituts Nationaux de Statistiques (INS) ayant exprimé le besoin. Pour cause, les changements intervenus aux niveaux de ces instituts avec la mobilité des équipes du PCI-Afrique et la faible maîtrise des matériels pour certains Etats deman-

ECONOMIE-FONDS DE SOLIDARITÉ AFRICAIN :

Les comptes de l'exercice 2017 examinés à Lomé

La capitale togolaise a accueilli le 28 mars, la 18e session ordinaire du Conseil d'Administration (CA) du Fonds de Solidarité Africain (FSA). Ladite rencontre qui s'est déroulée à l'hôtel 02 février, a été ouverte par le Directeur de

cabinet du ministre de l'Economie et des Finances, Daniel Kossi TOFIO.

Deux sujets essentiels étaient à l'ordre du jour de cette session, l'examen et l'arrêt des comptes de l'exercice 2017 clos, le 31 décem-



Photo de famille

LA CRISE TOGOLAISE ET LES RECOMMANDATIONS DE LA CEDEAO :

L'opposition mise dans l'embarras

Suite de la page 4

chefs d'Etat a désigné les Présidents ghanéen et guinéen en qualité de facilitateurs de la CEDEAO, leur a exprimé sa confiance et son soutien et les a encouragés à intensifier leurs efforts pour aider le gouvernement et les acteurs politiques togolais dans la réalisation des réformes constitutionnelles dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et de l'Etat de droit.

Il a été par ailleurs demandé à la commission de la CEDEAO de proposer des recommandations qui seront soumises au prochain sommet de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement attendue en juin 2018.

Au vu de toutes ces précisions, il devient clair dans les esprits que le dialogue



La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue à Lomé



Des représentants de la Coalition des 14 partis politiques

n'est pas encore mort et donc, il est préférable de respecter les engagements pris dans le code de bonne conduite convenu en début des discussions. De façon plus explicite, l'opposition a l'obligation de suspendre ses marches jusqu'à ce que le dialogue ne soit déclaré clos. Ce devoir s'impose à la coalition des 14 partis de l'opposition du moment où ils n'ont pas encore claqué la porte du dialogue et que le

gouvernement a de son côté suspendu la préparation des prochaines élections.

Ceci met le groupe des 14 dans un embarras du moment où en dehors des marches à suspendre, la question du départ de Faure Gnassingbé comme le souhaitent les leaders de l'opposition n'est pas exprimée dans les recommandations de la CEDEAO qui parle plutôt des réformes constitutionnelles dans les délais

légaux et selon les normes démocratiques.

La coalition des 14 partis de l'opposition est-elle en mesure de se remettre en cause et revoir sa plateforme en vue de se concentrer beaucoup plus sur les réformes constitutionnelles et la révision du cadre électoral plutôt que de se focaliser sur le départ de Faure Gnassingbé ? Toute la question se trouve là.

Théo

bre dernier. Il est à noter que l'exercice en question s'est soldé par un résultat bénéficiaire provisoire de 3.250.611.801 FCFA, la troisième année d'exercice bénéficiaire, soit une augmentation de 6.40% par rapport à l'exercice 2016. Ce qui prouve " le dynamisme des activités opérationnelles et financières de l'institution ", a indiqué, M. Abdoulaye Barh Bachar, Président du CA du FSA qui, n'a pas manqué de remercier les plus hautes autorités togolaises, à l'ouverture des travaux.

" Au Togo, les garanties accordées par le FSA, se chiffrent à près de 38 milliards de FCFA dans le cadre du financement des entreprises. Les priorités actuelles du gouvernement concernent notamment les jeunes et les femmes dans le sens d'un appui à leurs initiatives entrepreneuriales. De plus, le tissu économique togolais est constitué en

Suite à la page 7

Société

GRAND HOMMAGE À ABETI MASIKINI LE 28 AVRIL PROCHAIN :

Quand Yolanda fait revivre les vieilles gloires de la diva congolaise

20 ans après la disparition de l'artiste congolaise ABETI Masikini, sa fille Yolanda Massikini passe par le Togo pour rendre un vibrant hommage à l'icône de la musique africaine. C'est à travers un concert géant riche en sons et couleurs que le public va revivre les belles mélodies de l'artiste congolaise. L'information a été donnée le mercredi 11 avril 2018 par le comité d'organisation au cours d'une conférence de presse qui a réuni un parterre de journalistes et des représentants des syndicats d'artistes togolais.

Abeti Massikini a fait de sa carrière la lutte des femmes africaines à la conquête d'une véritable émancipation et de la reconnaissance de leurs droits. C'est une grande dame qui a su donner au monde une autre

image de la femme africaine. Aujourd'hui avec ces mélodies sensuelles et agréables, ABETI a su donner du plaisir et de la joie aux amoureux de la bonne musique.

Comme les archives et les

belles choses de cette diva y demeurent toujours, sa fille, Yolanda MASIKINI, qui a pris le flambeau, a bien voulu faire rayonner les œuvres de sa maman partout dans le monde. C'est dans cette perspective



La table lors de la conférence de presse

qu'elle a choisi pour lui rendre un hommage mérité à travers ce concert.

Pour ce concert qui aura lieu le samedi 28 avril à Agora Senghor d'autres artistes en l'occurrence, les anciennes gloires de la musique togolaise seront aussi de la partie.

A part ces artistes togolais, d'autres viendront du Congo en occurrence Sandra, fille de l'artiste Mpongo Love. Lors dudit concert, le public suivra un film documentaire sur la

vie d'ABETI MASIKINI, avec des témoignages poignants des grosses pointures de la musique africaine.

Signalons que l'accès à la salle est conditionné, par l'achat des tickets de 2 000 FCFA, 5 000 FCFA et 10 000 FCFA pour la réservation. En prélude à cet évènement, dans la matinée, de ce 28 avril 2018, une kermesse est, également, prévue dans l'enceinte de l'Agora Senghor.

Agbé

SANTÉ :

Au-delà de cinq verres d'alcool par semaine, votre espérance de vie se réduit

Boire est aussi dangereux que fumer, et boire plus de cinq verres d'alcool en une semaine suffit à réduire votre espérance de vie, avance une nouvelle étude publiée par la revue scientifique médicale britannique *The Lancet*.

res maladies cardiovasculaires.

"Cette étude montre clairement que dans l'ensemble, la consommation d'alcool ne présente aucun avantage pour la santé", déclarait Tim Chico, professeur de médecine cardiovasculaire à l'université de Sheffield, en Angleterre.

Les statistiques fournies par l'étude s'appuient sur près de 600.000 buveurs sans antécédents de maladies cardio-vasculaires, dont les données étaient présentées dans 83 études précédentes menées à travers 19 pays différents. La moitié des participants consommait plus de 100g par semaine (cinq ou six verres), et 8,4% plus de 350g. À partir de ce seuil, l'espérance de vie peut être entamée de quatre à cinq ans.

Des réglementations généreuses

L'étude remet fortement en cause les recommandations anglaises sur la consommation d'alcool, qui justifient jusqu'à six verres par semaines. En France, le ministère de la Santé recommande de ne pas dépasser les deux verres par jour pour les femmes, et trois verres pour les hommes.

Jeremy Pearson, directeur médical associé à la British Heart Foundation qui a contribué à financer l'étude la qualifie de "d'appel sérieux à se réveiller pour de nombreux pays".

Si des recommandations trop strictes risquent d'être difficiles à admettre pour les États face aux industries de l'alcool, les auteurs de l'étude espèrent pouvoir contribuer à nourrir un débat de santé publique.

Source : AFP



Quarantenaire buvant du vin, à Saint-Émilion, le 10 avril 2018

Le verdict est d'assez mauvais augure pour le traditionnel et quotidien verre de rouge du déjeuner, mais les risques sont réels. Au-delà de cinq pintes de bière à 5 degrés ou cinq verres de vin de 175ml à 13 degrés, les chances d'avoir un accident vasculaire cérébral, de faire un anévrisme ou de souffrir d'insuffisance cardiaque augmentent.

15 minutes de vie par verre supplémentaire

Les auteurs de l'étude ont calculé qu'à dix verres par semaine, un buveur régulier de 40 ans perdait deux ans d'espérance de vie, soit un vingtième de celle qui lui reste, et quinze minutes de vie retirée pour chaque verre venant après le cinquième.

Avantages et désavantages restent à l'appréciation des consommateurs. Des études antérieures ont déjà avancé que la consommation d'alcool réduisait les chances de faire une crise cardiaque non-mortelle. Elle augmente pourtant celles de souffrir d'aut-

ECONOMIE-FONDS DE SOLIDARITÉ AFRICAIN :

Les comptes de l'exercice 2017 examinés à Lomé

Suite de la page 6

grande partie de PME/PMI ainsi que de très petites moyennes entreprises et moyennes industries ", a, pour sa part relevé, dans un premier temps, le Directeur de cabinet du ministère de l'économie et des finances, représentant le ministre Sani Yaya. Il a ensuite fait part des appréciations du gouvernement togolais au Conseil d'Administration et à la Direction Générale du FSA pour les résultats enregistrés par l'institution ces dernières années, en l'occurrence dans la mise en œuvre du Plan de Développement Stratégique à Moyen Terme (PDSMT)

2016-2020 dénommé " EXPANSION 2020 ", un outil important de pilotage et de gouvernance du Fonds, et qui traduit ses visions futures.

Rappelons que le FSA est une institution financière multilatérale à vocation panafricaine de développement dont la mission est de contribuer au développement économique et à la lutte contre la pauvreté dans les 14 Etats membres, en facilitant le financement de projets d'investissements par des garanties, tant dans le secteur public, privé, que dans les activités de micro finance.

Maxime

Pour toute annonce ou publicité, contactez nous au 92 70 73 36

Annonce



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg